

BULLETIN DE MOBILISATION DE LA TROVEP DE MONTRÉAL

SOLIDAIREMENT !



À PROPOS

La TROVEP de Montréal est un regroupement d'organismes populaires et communautaires autonomes qui a pour mission l'avancement des droits sociaux et l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations montréalaises socialement, économiquement ou culturellement défavorisées. La mise en œuvre de notre mission repose sur l'éducation populaire autonome.

ÉDITION SPÉCIALE 45 ANS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Dans ce bulletin :

- Mot de l'équipe (page 2)
- Une petite histoire de la TROVEP (page 3)
- Un message de Jean-Yves (page 17)
- Parole aux membres (page 18)

MOT DE L'ÉQUIPE

Fondée le 26 septembre 1979 en assemblée générale au Comité social Centre-Sud, la TROVEP de Montréal a eu 45 ans cette année!

45 ans d'éducation populaire et de défense collective des droits sociaux.

45 ans de luttes, de mobilisations, de solidarité, de résistance, d'alliance.

45 ans d'actions pour notre reconnaissance et pour du financement public adéquat à nos missions.

45 ans à regrouper des organismes montréalais de secteurs variés, de différents quartiers.

45 ans à se rassembler et à s'unir à des gens engagés, déterminés, des personnes créatives, tenaces, des stratèges, des indignés, du monde de gang orienté vers le bien commun.

45 ans d'analyse et de navigation de la conjoncture sociale, économique et politique. À dénoncer les politiques néo-libérales, le capitalisme, l'effritement du filet social, l'aggravation des inégalités.

45 ans de mobilisation contre la pauvreté, pour la justice sociale, pour la justice fiscale, pour la justice climatique.

45 ans à participer à la prise de conscience collective et aux changements de mentalité, à contribuer à la transformation sociale et à faire avancer le respect des droits.

45 ans à faire cause commune et à utiliser notre indignation pour passer à l'action.

45 ans à incarner un mouvement de militance, de résistance!

Merci aux anciens et anciennes de la permanence de la TROVEP, membres et ex-membres des cocos, militants et militantes de longue date, alliés-es, nouveaux membres et ancienne garde d'avoir bâti la TROVEP, merci de l'incarner, de l'aimer et de la porter.

On lâche rien!



L'équipe de la TROVEP le 22 janvier lors de la célébration du 45 anniversaire de la TROVEP de Montréal au Comité social Centre-Sud.

SOLIDAIREMENT !

UNE PETITE HISTOIRE DE LA TROVEP

La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal soufflait cette année ses 45 bougies. Pour l'occasion, nous avons plongé dans nos archives pour vous proposer un petit survol historique qui, bien qu'incomplet, se veut un hommage au travail des militant·es qui ont lutté sans relâche année après année pour le financement des groupes, pour la reconnaissance de l'éducation populaire et surtout, pour la justice sociale.

PRÉHISTOIRE

Les OVEP et la création de la TROVEP

Les années 1960 et 1970 sont marquées par d'importantes crises économiques, un fort taux de chômage et une grande précarité. C'est à cette époque que se forment, dans les quartiers entourant le centre-ville (dont les quartiers traditionnellement ouvriers de Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Centre-Sud et Hochelaga), les premiers comités de citoyen·nes à Montréal. Les résident·es se rassemblent alors pour faire face aux grands projets de réaménagement urbain, qui menace des milliers de logements, et pour trouver des solutions aux problèmes vécus dans ces quartiers populaires : pauvreté, insalubrité, endettement, analphabétisme, manque d'accès aux services de santé et de loisirs, et bien d'autres.

En 1969, le ministère de l'Éducation lance un tout premier projet visant à financer les activités éducatives des groupes populaires. Ce projet pilote devient en 1971 le *Programme des organismes volontaires d'éducation populaire*, couramment appelé le programme OVEP.

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) réuni pour la première fois en 1974 des organismes d'éducation populaire dont les activités sont financées par le programme OVEP. Réunis d'abord sous l'appellation « OVEP » dû au programme qui les finance, ces organismes regroupent des gens vivant un même problème et se donnent comme objectif d'améliorer les conditions de vie ou de travail des plus démunis·es. Ce sont des groupes populaires d'éducation autonome sans but lucratif, contrôlés par leur membre et dont les pratiques incluent souvent la défense collective des droits et des services à la population.

SOLIDAIREMENT !

Bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal



L'équipe de la TROVEP tient à remercier **Jérémié Dhavernas**, président de la TROVEP et travailleur au MAC de Montréal, ainsi que **Jean-Yves Joannette**, ancien coordonnateur de la TROVEP, pour leur précieuse contribution à cet exercice!

En 1978, une assemblée générale provinciale des OVEP donne une première définition de l'éducation populaire autonome :

« L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. »

Les premières tables régionales se forment dans différentes régions du Québec vers la fin de la décennie 1970. À Montréal, une quinzaine de groupes d'éducation populaire locaux, régionaux et nationaux organisent une série de rencontres pour juger de la pertinence de créer une instance de concertation. L'objectif principal de cette nouvelle instance, énoncé à la première réunion en avril 1979, est simple : « la concertation des organismes en vue de réagir aux différentes coupures de financements ». On souhaite également qu'elle soit un lieu de solidarité et d'unité pour les groupes :

« La lutte ne doit plus se faire sur la base du financement respectif de chacun des groupes, mais sur la base de nos intérêts communs, à savoir la reconnaissance du droit à l'éducation populaire et à l'autonomie des groupes. »¹

10.

Étaient présents à l'assemblée de la table régionale de Montréal des OVEP

Réjean Charbonneau	Atelier d'Histoire Hochelaga-Maisonneuve
Jacinthe Parent	Atelier d'Artisanat Centre-Sud
Daniel Foisy-Marquis	FRAPRU
Danielle Fournier	ACEF de Montréal
Jean Léger	Ateliers d'Éducation Populaire
Jean Desnoyers	" " "
Andrée Pion	Carrefour d'Éducation Populaire
Michel Gendron	Comité Social Centre-Sud
Raymond Levac	CPMO
Gordon Lefebvre	Ligue des Droits et Libertés
Jody Freeman	Au Bas de l'Echelle
Jacques Jalbert	Information Alimentation Populaire
Claudine Bastien	APNM
Marthe D'Amours	GRTHM inc
Elmire Létourneau	Clinique des Citoyens de St-Jacques
Marie Leahey	Comité de coordination des OVEP (prov.)
Lucienne Dupré	Service aux Familles
Louise Trudel	" "
Bernard Vallée	Centre Populaire de Documentation
Molière Estinvil	Bureau Comm. Chrétienne des Haïtiens Mtl
Adriana Volpato	Association du personnel domestique
Aline Bernier	Pavillon d'Éducation Communautaire

Liste des présences à l'assemblée de fondation de la TROVEP de Montréal le 26 septembre 1979 au Comité social Centre-Sud.

La TROVEP de Montréal naît officiellement le 26 septembre 1979 au Comité social Centre-Sud. Elle est la quatrième table régionale à se former au Québec, après celles de l'Outaouais, de l'Estrie et de Québec. En 1981, les tables, maintenant établies dans une dizaine de régions, se regroupent et donnent naissance au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ).

¹ Lettre signée par Danielle Fournier, de la fédération des ACEF, Bernard Vallée du Centre de documentation populaire et Suzanne Lalonde des habitations communautaires Centre-Sud.

LUTTER POUR EXISTER

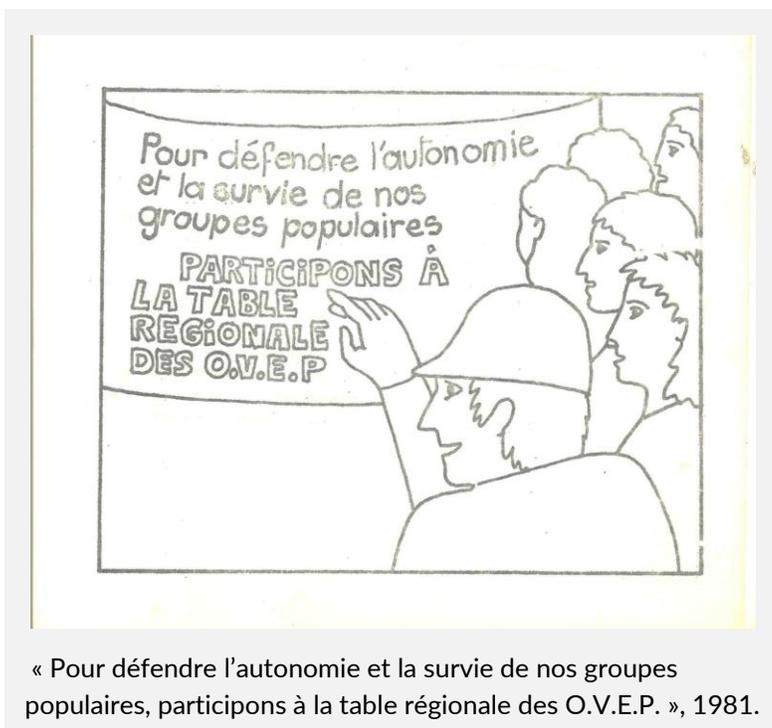
Le financement et la reconnaissance

Les premières années d'existence de la TROVEP sont marquées par la précarité financière des groupes populaires. La TROVEP de Montréal et ses groupes membres sont en perpétuelle lutte pour leur survie :

« Tout était d'une fragilité économique. Maintes fois, il a fallu faire des campagnes de fax et de lettres pour que les chèques arrivent avant Noël. Des fois, les gens devaient se cotiser pour payer le loyer de l'organisme ! »²

Ainsi, en 1979, la TROVEP intervient publiquement pour que 32 organismes sans numéro de charité puissent continuer de recevoir leur subvention de Centraide. Elle s'implique également sur la question de la décentralisation du loisir par la Ville de Montréal et s'oppose aux coupures annoncées par la Commission des écoles catholiques de Montréal en 1981.

Au fil des ans, la TROVEP est amenée à élargir sa réflexion pour développer une analyse plus globale de la reconnaissance des groupes. À partir de 1988, le travail d'analyse, de documentation et d'action portant sur la problématique du financement des groupes s'intensifie. La TROVEP de Montréal s'investi dans diverses coalitions nationales touchant au financement fédéral et provincial, dont la Coalition sur le Programme de développement de l'emploi, qu'elle contribue à mettre sur pied. À l'époque, c'est grâce au financement par projet du *Programme de développement de l'emploi* (PDE) que les groupes populaires parviennent à financer – du moins en partie – les salaires des permanent·es.



² Jean-Yves Joannette, ancien permanent de la TROVEP de Montréal

SOLIDAIEMENT !

À la fin des années 1980, deux grandes mobilisations contribuent à faire connaître les groupes communautaires auprès du grand public : l'évènement *Au grand jour* au parc Lafontaine en septembre 1988, organisé par la TROVEP de Montréal, et la semaine d'action *Nous reconnaissez-vous?* en 1989, menée par la Coalition des organismes communautaires du Québec (COCQ). Ces deux évènements mobilisent près de 150 groupes à Montréal et rejoignent plusieurs milliers de personnes, contribuant grandement à augmenter la visibilité de la TROVEP et du mouvement communautaire auprès de la population et des élu-es. En 1990, la TROVEP est solidement ancrée dans le milieu communautaire montréalais et compte maintenant plus d'une cinquantaine de membres.

De 1992 à 1996, le milieu communautaire se mobilise avec succès pour la survie du *Programme de soutien à l'éducation populaire autonome* (PSÉPA), successeur du programme OVEP. En 1994, la TROVEP publie et diffuse largement un document d'analyse sur le financement et la reconnaissance du milieu communautaire intitulé *L'état de nos revendications*. Les efforts de la TROVEP de Montréal pour concerter et solidariser le mouvement communautaire de la région métropolitaine se manifestent par l'organisation en avril 1996 des États généraux montréalais du mouvement populaire et communautaire autonome. C'est dans cette même impulsion que sera créée en 1996 la Coordination des mouvements communautaires de Montréal, active jusqu'en 2002.

L'adoption de la *Politique de reconnaissance de l'action communautaire* (PRAC) en 2002 et la fin du PSÉPA marquent un tournant dans l'histoire de la TROVEP. Entre autres avancées obtenues par la TROVEP et ses



Campagne de cartes postales contre les coupures dans le programme OVEP, 1988.



« Symphonie populaire » au Parc Lafontaine. PHOTO: CHANTAL KEYSER
 Pas moins de 125 groupes populaires s'occupant de sujets aussi divers que le logement, la coopération internationale, la consommation ou la santé mentale ont offert au public une trentaine de kiosques d'information, hier au Parc Lafontaine. La manifestation nommée « Au grand Jour » visait à faire connaître les services offerts par les divers groupes populaires de la région de Montréal et s'est terminée en fin d'après-midi par un spectacle de musique québécoise et sud-américaine.

« "Symphonie populaire" au Parc Lafontaine », *Le Devoir*, 19 septembre 1988.

SOLIDAIREMENT !



Au grand jour (1988) et Nous reconnaissez-vous? (1989)

SOLIDAIREMENT !

Bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal

allié·es, la PRAC consacre la reconnaissance et le financement de la défense collective des droits. Les énergies dévouées au dossier de la reconnaissance et du financement de l'éducation populaire autonome seront désormais dirigées vers une implication plus soutenue en défense collective des droits.

La TROVEP de Montréal poursuit depuis ses objectifs pour la reconnaissance et le financement des groupes communautaires et continue son travail de concertation, notamment à travers son soutien à la campagne *Les droits ça se défend collectivement* du Regroupement des organismes en défense collectives des droits (RODCD), son appui à la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* et son implication active au sein du Front régional d'action communautaire autonome (FRACA) Montréal.



Rassemblement à Montréal pour le financement de la défense collective des droits en mars 2017. Source inconnue.

À LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX

L'appui aux luttes sociales menées par ses membres fait partie du mandat de la TROVEP dès ses débuts. À chaque assemblée, un moment est consacré à échanger de l'information sur les luttes en cours, parler des actions à venir, faire circuler des pétitions ou des lettres d'appui, etc. D'emblée la TROVEP participe donc aux dossiers qui occupent ses membres et ce dans tous les secteurs : logement, femmes, aide sociale, assurance-chômage, alphabétisation, droits des personnes en situation d'handicap, travailleur·ses accidenté·es ou malades, budget, etc. En parallèle, la TROVEP de Montréal s'investit dans plusieurs fronts de lutte orphelins, souvent transversaux, qui intéressent grandement ses membres, mais qui dépassent souvent leurs secteurs d'action respectifs.

Le milieu communautaire s'invite aux élections municipales

Dès 1986, la TROVEP de Montréal s'implique dans les élections municipales avec la mise en commun de revendications issues des groupes et l'organisation d'une assemblée. Elle va intervenir de façon particulièrement importante aux élections municipales de 1990 avec une nouvelle plateforme de revendications, l'organisation de débats et une manifestation. Les candidat·es sont alors interpellé·es sur divers enjeux portés par les groupes communautaires,

SOLIDAIEMENT !

dont l'application de la réforme du programme d'aide sociale, administrée à l'époque par la Ville de Montréal. Cette tradition perdue depuis avec l'élaboration de plateformes, de questions à amener aux débats électoraux et de mobilisations sur divers enjeux portés, entre autres, par la TROVEP au fil des années, notamment le tarif social en transport en commun, la tarification des services publics et le coût de l'énergie. Aux élections municipales de 2021, c'est avec le FRACA Montréal que la TROVEP travaillera à l'élaboration de la plateforme de revendications communes *Notre ville, nos droits* et à l'organisation d'une manifestation à l'Hôtel-de-Ville.



« Notre ville, nos droits »

Manifestation du FRACA Montréal pendant les élections municipales de 2021.

Une lutte victorieuse contre la tarification de l'eau à Montréal

En 1996, la TROVEP est alertée par les déclarations du maire Pierre Bourque sur la tarification de l'eau et veut en outre éviter que la taxe d'eau soit refilée aux locataires. La Coalition pour un débat public sur l'eau à Montréal est alors mise sur pied et la TROVEP s'y implique activement. L'année suivante, le maire Bourque recule sur l'idée de privatiser l'eau. *Eau Secours!*, une coalition nationale ralliant une diversité d'acteurs, voit ensuite le jour au Québec.



La TROVEP mobilise contre la tarification de l'eau à Montréal vers la fin des années 1990. Source inconnue.

Dans les années qui suivent, la TROVEP continue à documenter la problématique et à intervenir sur la question de l'eau tant à Montréal qu'au Québec. Elle dépose entre autres un mémoire lors des audiences publiques du BAPE sur la gestion de l'eau 1999. En 2002, l'administration Tremblay recule sur la question de la taxe d'eau pour les anciens arrondissements de l'île. En 2004, le projet de réingénierie du gouvernement Charest ouvre la porte à la privatisation et à l'installation de compteurs d'eau. La TROVEP mène alors la lutte à Montréal avec les deux coalitions et, suite aux mobilisations, aux pressions sur les élu-es et au travail de sensibilisation auprès des

SOLIDAIREMENT !

journalistes, remporte une autre victoire : la ville rejette l'installation de compteurs d'eau en résidence. N'ayant pas de moyen pour la mesurer, la ville ne peut charger un prix pour la consommation d'eau. Par la suite, la TROVEP favorisera la diffusion d'information sur cet enjeu et deviendra même porte-parole de la Coalition montréalaise pour un débat public sur l'eau.

Pour la tarification sociale du transport en commun

Au début des années 2000, les groupes remarquent que leurs militant·es et leurs membres peinent à se déplacer à Montréal vu le prix du transport en commun, notamment les participant·es des groupes en alphabétisation qui, à cette époque, revendiquent un tarif équivalent au tarif étudiant, qu'ils et elles appellent le tarif Alpha. Le manque de moyens des personnes en situation de pauvreté pour se déplacer est un nouvel enjeu qui émerge, un nouveau champ de luttes. Il n'existe pas d'instance dans le milieu communautaire qui traite de cette question. La TROVEP adopte en 2003 des revendications sur le transport en commun. Elle s'inscrit dans la lutte pour la gratuité et revendique à court terme une tarification sociale pour les personnes à faible et à très faible revenu. La même année, la Coalition sur le transport en commun est mise sur pied pour s'opposer aux hausses de tarifs et faire la promotion de la tarification sociale pour les personnes à faible revenu.

De 2007 à 2009, l'enjeu du transport en commun devient prioritaire pour la TROVEP et un comité de travail élargi est formé. Les démarches de pressions politiques se multiplient : macarons, questions en conseil d'arrondissement, lettres de demande d'engagements aux candidat·es aux élections municipales, campagne de formulaires de plaintes, etc.

En 2012, le groupe communautaire Projet PAL appelle à la formation d'une nouvelle coalition. Le Mouvement collectif pour un transport public abordable (MTPA) voit le jour comme nouveau véhicule de la lutte sur la cherté des transports et la TROVEP s'y investit dès ses débuts. Les pressions politiques et les campagnes de sensibilisation du public reprennent en



Des militantes revendiquent un tarif social au Square Victoria en 2007. Source inconnue.

SOLIDAIREMENT !

force avec de nombreuses manifestations, campagnes de lettres, activités « Porteur de paroles » et interventions lors des élections.

Le conseil municipal adoptera une résolution en faveur de la tarification sociale en 2013. En 2014, la STM offre au MTPA de se joindre à un comité de travail pour étudier la faisabilité de la mise en place d'une tarification sociale à Montréal. Ce comité abouti en un document établissant les paramètres d'un tarif social à Montréal. Malgré des promesses d'Équipe Coderre et de Projet Montréal aux élections de 2013 et 2017, la création de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), la pandémie et le sous-financement des sociétés de transport collectif freinent la mise en place de la tarification sociale.

Néanmoins, l'important travail de mobilisation et de documentation du MTPA et de la TROVEP de Montréal aura permis de faire reconnaître une réalité autrefois méconnue. Plusieurs municipalités québécoises ont depuis instauré une forme ou une autre de tarification sociale, notamment Trois-Rivières, Gatineau et Québec. La TROVEP continue de défendre l'accessibilité financière du transport en commun et, avec la mise en place d'un comité mobilité en 2024, élargie et intensifie ses actions pour le droit à la mobilité.

Justice sociale et climatique

Les groupes d'ÉPA et de défense des droits sociaux sont en première ligne pour constater l'aggravation des inégalités sociales, économiques et de santé causée par les changements climatiques. Il devient dès lors incontournable de lier la défense des droits sociaux et la justice



« Le tarif social, une promesse qui va vous hanter! »

Des militant-es pour la tarification sociale se réunissent à l'Hôtel-de-Ville pour rappeler à la mairesse Plante son engagement, 3 novembre 2021.



« Transport collectif en crise, financement maintenant! »

Manifestation à Montréal pour le financement du transport en commun le 26 juin 2024.

SOLIDAIREMENT !

sociale à la lutte aux changements climatiques et de revendiquer des solutions collectives et porteuses de justice sociale à la crise climatique.

Ainsi, à l'instar des 11 tables membres du MÉPACQ, la TROVEP de Montréal s'investit depuis 2019 dans la lutte pour la justice sociale et climatique. La TROVEP développe de nombreux outils de vulgarisation ainsi qu'un atelier d'éducation populaire visant faire les liens entre la crise climatique et nos luttes contre la pauvreté et les inégalités. Grâce au travail de la TROVEP et des autres tables régionales, le milieu communautaire se mobilise pour que les enjeux de justice sociale soient au cœur de la transition écologique.

Entre autres actions, la TROVEP tient **une assemblée conjoncture** sur le sujet en novembre 2022 et organise le 24 février 2023 une grande manifestation pour clôturer de la semaine nationale pour la justice sociale et climatique, avec le soutien de plusieurs regroupements communautaires montréalais et du collectif étudiant Pour le futur. À l'occasion, près de 400 personnes font irruption dans le Centre de commerce mondial pour dénoncer la crise climatique et l'aggravation des inégalités!

FAIRE FRONT COMMUN POUR LE FILET SOCIAL

Coalition pour la survie des programmes sociaux (1994-1999)

Afin de défendre le filet social, la TROVEP n'hésite jamais à s'impliquer dans différents lieux de concertations avec ses allié·es. De 1994 à 1999, elle est un membre important de la *Coalition pour la survie des programmes sociaux*, initiée pour faire barrage au programme néolibéral du gouvernement fédéral de Jean Chrétien. En effet, en 1994, le ministre des Finances Paul Martin annonce des coupures monstres dans plusieurs programmes sociaux, notamment dans l'assurance-chômage et dans les transferts à l'aide sociale. Les groupes communautaires craignent également les impacts de la modification de la



« Nos vies avant vos profits »

Des manifestant·es font irruption au Centre de commerce mondial pour dénoncer les inégalités et la crise climatique, 24 février 2023.



« La lutte, c'est populaire ! »

Assemblée conjoncture du 13 avril 2022

Une tradition maintenant annuelle, les assemblées conjoncture de la TROVEP de Montréal ont pour objectif d'offrir aux organismes communautaires montréalais un moment de réflexion sur la conjoncture.

SOLIDAIEMENT !

loi qui obligeaient jusqu'alors les provinces à donner sans condition de l'aide aux plus démunies.

La réduction des budgets alloués aux programmes sociaux venant du fédéral est suivie de peu au Québec par le sommet sur le déficit zéro du Premier ministre Lucien Bouchard, en 1996. La coalition va être très active dans l'organisation de contre-manifestations lors du sommet et sera notamment à l'origine de la première grande manifestation contre le déficit zéro. Dans les mois suivants, la coalition va réagir à la réforme de l'aide sociale au Québec, pilotée par la ministre de la sécurité du revenu, Louise Harel. La coalition organise diverses actions pour protester contre la refonte de la loi et du règlement qui forcent une grande partie des jeunes prestataires de l'aide sociale à participer à des mesures d'employabilité pour recevoir leurs prestations sans pénalité. Créative dans ses moyens d'actions, la coalition met sur pied le Musée des horreurs (de 1995 à 1998) et occupe même pendant quelques heures le bateau de marchandise de Paul Martin.

J'ai jamais voté pour ça!

De 2004 à 2007, la TROVEP initie et participe activement à la coalition *J'ai jamais voté pour ça!* pour réagir au projet de réingénierie de l'état des Libéraux de Jean Charest. La coalition organise une grande manifestation pour le premier anniversaire de l'élection du gouvernement Charest le 15 avril 2004. Elle dénonce tout particulièrement la réorganisation de la santé et des services sociaux et les attaques aux Centres de la petite enfance (CPE). À la surprise générale, plus de 12 000 personnes participent à la manifestation!



Manifestation de la coalition *J'ai jamais voté pour ça!* à l'occasion du troisième anniversaire de l'élection du gouvernement de Jean Charest, 13 avril 2006.

La TROVEP produit par la suite plusieurs outils pour vulgariser les différents budgets du gouvernement Charest et démystifier le néolibéralisme, notamment par l'intermédiaire de son bulletin *L'Express-Ô*. En 2004-2005, la coalition déterre des informations compromettantes pour les partis politiques qui feront la une du journal *Le Soleil* avec un article sur les stratagèmes de contournement employés par les partis pour bonifier leur financement. La grogne populaire est bien présente : plus de 10 000 personnes manifestent lors du congrès du Parti libéral. Les manifestations du 15 avril se poursuivent au deuxième et au troisième anniversaire du gouvernement, mais la coalition est dissoute après la réélection des libéraux de Jean Charest.

SOLIDAIEMENT !

Coalition pour l'accessibilité aux services des Centre locaux d'emploi du Québec (CASC)

Toujours au front pour lutter contre la pauvreté et défendre le droit à l'assistance sociale, la TROVEP se joint en 2010 à la *Coalition pour l'accessibilité aux services des Centre locaux d'emploi du Québec (CASC)* à la suite d'une demande du groupe Projet Genèse. De par sa connaissance des rouages du milieu communautaire, la TROVEP aide la coalition à se restructurer et à bâtir des campagnes politiques à portée nationale pour pousser ses revendications sur l'accès à l'aide sociale. La CASC organise de nombreuses campagnes de lettres, de courriels, de télécopieurs, des consultations des groupes sur l'état des services des centres locaux d'emploi, ainsi que quelques assemblées, conférences de presse et rassemblements. Elle pilote un comité de travail biennuel avec le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité social (MESS), rédige de nombreux avis sur les réformes réglementaires qui surviennent sous les ministres Agnès Maltais (Parti Québécois) et François Blais (Parti Libéral) et produit un bulletin pour faire circuler l'information sur les luttes reliées l'aide sociale. Le travail de la CASC a notamment permis d'alléger certaines exigences administratives pour les prestataires de l'aide sociale.

Coalition montréalaise pour la survie des services publics (2010-2015)

Au printemps 2009, le gouvernement libéral annonce l'arrivée du ministre Bachand au ministère des Finances du Québec. Ce dernier a l'intention de réaménager les sources de revenus du gouvernement en mettant en place de nouveaux tarifs régressifs dans les services publics, suivant le concept de l'utilisateur-payeur. Au menu : le ticket modérateur lors d'une visite médicale, la contribution santé fixe dans la déclaration de revenu et la hausse de divers tarifs et taxes. Les milieux communautaires se

SOLIDAIREMENT !

Bulletin de mobilisation de la TROVEP de Montréal

L'EXPRESS-Ô
LE BULLETIN DE LA TROVEP DE MONTRÉAL
vol. 1, no 1, novembre 1986

Vous avez entre les mains le tout premier numéro de L'Express-Ô. Afin de développer des liens plus étroits entre les groupes membres et la Trovep, il a été décidé de produire un bulletin d'information. A l'avenir, ce bulletin paraîtra tous les mois et vous informera des événements dans le monde de l'éducation populaire autonome. Son contenu sera fait de brefs communiqués, provenant de la Table ou des groupes membres, qui serviront à vous mettre à l'affût des événements à surveiller. Vous êtes invités à l'utiliser pour diffuser des informations intéressant les groupes populaires.

*****SONDAGE*****

**Avez-vous reçu notre petit sondage?
Nous l'avez-vous retourné?**
Alors n'hésitez plus. L'enveloppe retour peut vous faciliter la vie. Ne l'utilisez pas pour envoyer vos cartes de Noël. Utilisez la plutôt pour nous dire que le sondage était trop long, trop compliqué, trop flou, trop idiot, trop subjectif ou tout simplement de trop. Mais renvoyez nous la quand même s'il-vous-plait, cette enveloppe.

Vos idées et vos ✓ ou ✗ vos seront utiles à toutes et à tous et surtout à moi. Merci de votre indulgence.
En attendant de vous compiler, mes salutations bien basses,
Marc Berthiaume.

**DISPONIBLE POUR CONSULTATION A LA TROVEP:
"ON S'PREND EN CHARGE!"**
Un document de la Table ronde des organismes d'éducation populaire de l'Estrie. Ce document se veut un outil d'intervention en éducation populaire. Il comprend cinq cahiers: techniques visuelles d'information, planification, jeux coopératifs, principes de créativité, techniques de créativité et évaluation.

La Table a acquis dernièrement le fameux bottin "AIDE GOUVERNEMENTALE AUX ORGANISMES A BUTS NON LUCRATIFS". Ce bottin donne de l'information sur tous les programmes de subvention fédéral et provincial. Les groupes intéressés peuvent venir le consulter. Nous vous prévenons toutefois, il s'agit d'un document volumineux...au moins 3 po. d'épais...pas nécessairement facile à consulter.

COMMENT? VOUS N'ÊTES PAS ENCORE MEMBRE DE LA TROVEP?
Nous vous rappelons qu'il est toujours possible de faire une demande d'adhésion. Plus nous serons nombreux et plus la Table sera représentative bien sûr! Et à ceux et celles qui ne l'auraient pas réalisé (il y en a...) la Table procède depuis quelques mois à rebâtir son membership. Les groupes qui sont devenus membres en 79 ou 80...devraient eux aussi rassembler leur fil d'adhésion, ne serait-ce que pour renouveler leur adhésion aux objectifs de la Table!

**Le « tout premier numéro de L'Express-Ô »
Novembre 1986**

Durant l'ère pré-internet, la diffusion du journal *L'Express-Ô* de la TROVEP aura une influence certaine sur les idées véhiculées dans le mouvement communautaire montréalais et sur la mobilisation. Ce bulletin d'information, d'analyse et de vulgarisation, d'abord mensuel, est ensuite imprimé à environ 500 exemplaires de 2 à 4 fois par année et paraîtra pendant plus de deux décennies.

mobilisent pour contrer cette « révolution tarifaire » qui se fait sur le dos des plus démunis et de la classe moyenne.

De 2010 à 2015, la TROVEP sera l'une des instigatrices de la Coalition montréalaise pour la survie des services publics, qui agira comme antenne régionale de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, mieux connue sous le nom de Coalition Main rouge. Une gigantesque manifestation a lieu le 1^{er} avril 2010 contre le premier budget Bachand. La coalition montréalaise va aussi organiser des actions sur ses propres bases comme l'action *Requin de la finance* du 1^{er} avril 2011, *L'État-Tombe* le 4 avril 2012 et le *Bal masqué contre le règlement P-6*³.



Près de 15 000 de personnes manifestent le 1^{er} avril 2010 contre le budget Bachand. Source : Coalition Main rouge.



Front régional d'action communautaire autonome (FRACA)

À l'été 2016, le Front régional d'action communautaire autonome (FRACA) Montréal est mis sur pied comme antenne régionale de la campagne nationale unitaire *Engagez-vous pour le communautaire*. La campagne revendique un soutien adéquat de l'action communautaire autonome (ACA) par l'augmentation du financement à la mission, la reconnaissance et le respect de l'autonomie ainsi qu'un réinvestissement massif dans les services publics et les

³ Règlement municipal de la Ville de Montréal encadrant les manifestations et le port du masque sur le territoire de la ville

SOLIDAIEMENT !

programmes sociaux. Plusieurs regroupements à l'origine du FRACA Montréal, dont la TROVEP, étaient membres de la Coalition montréalaise pour la survie des services publics.

En 2019, le FRACA élargit son mandat et se donne la possibilité d'organiser des actions pour la justice sociale, indépendamment de la campagne nationale Engagez-vous. Depuis, le FRACA a organisé plusieurs actions à Montréal avec la Coalition Main rouge, comme la manifestation *Les horreurs de la CAQ* en 2023 ou l'occupation du Complexe Desjardins le 20 février 2024, et mène de nombreuses actions sur ses propres bases pour défendre le filet social. L'organisation à Montréal du 20 février, Journée mondiale de la justice sociale, est désormais une tradition du FRACA Montréal.



Occupation du complexe Desjardins par le FRACA Montréal et la Coalition Main rouge à l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, le 20 février 2024.

CONCLUSION

De la défense du financement de ses membres à la défense du filet social, la TROVEP aura ainsi su se transformer au fil de ses 45 ans d'existence. En s'appuyant sur l'éducation populaire et en s'alliant avec les mouvements sociaux, féministes, syndicaux et étudiants, elle a contribué à écrire l'histoire de la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion. Une chose demeure cependant inchangée : la grande force de la TROVEP réside dans la solidarité et la mobilisation de ses membres et de leurs militant·es. C'est grâce aux groupes populaires qui la font vivre qu'elle demeure aujourd'hui un important lieu d'échange, de solidarité et de lutte pour le milieu communautaire de la métropole.

SOLIDAIREMENT !

UN MESSAGE DE JEAN-YVES

La TROVEP a 45 ans.

Si la TROVEP était une personne, pour ses 45 ans, j'aimerais lui dire quelques mots. Tiens, je la prendrais dans mes bras, et en la serrant bien fort et je lui chuchoterais que je suis bien fier d'elle.

Je lui dirais que je l'ai vu grandir. Je la remercierais de m'avoir donné la chance de suivre son évolution.

Je ne lui rappellerais pas ses hésitations, ses contradictions, ses moments de solitudes. Bien non, c'est sa fête.

Je l'étourdirais avec ses meilleurs souvenirs. Les nombreuses fois où elle a rassemblé des gens pour réfléchir, débattre, agir.

Je lui rappellerais les nombreuses luttes qu'elle a menées, les nombreuses coalitions qu'elle a formées, je lui ferais défiler les actions auxquelles elle a participé.

Je lui dirais qu'elle est devenue ce que nous étions plusieurs à rêver pour elle.

Je lui parlerais de ses organismes membres, des groupes porteurs d'éducation populaire, des groupes déterminés à lutter contre les injustices. Des groupes toujours prêts à mobiliser leurs membres. Des citoyens, des citoyennes conscientes de leurs droits.

Je lui parlerais aussi de toutes les personnes militantes qui l'ont portée, qui l'ont aidé à se construire, à toujours poursuivre sur le chemin rocailleux des luttes sociales.

Et elle voudrait leur dire merci.

Je lui rappellerais les grands moments de solidarités auxquels elle a participé, qu'elle a même provoqués. Nous invoquerions alors ses réseaux d'alliances. Nous parlerions alors de la fragilité des solidarités lorsqu'elles se forment, de leurs solidités lorsqu'elles se consolident.

Je rêverais avec elle d'une formidable manifestation, ou il n'aurait sur les pancartes que des soleils, jaunes et rieurs.

Une manif incroyable avec une fanfare qui jouerait des notes d'espoirs, une manif où les slogans de colères seraient aussi des mots d'amours pour une humanité en perte de sens.

Alors, elle me prendrait dans ses bras et en me serrant très fort elle me dirait qu'il ne faut pas lâcher.

Jean-Yves Joannette



Jean-Yves Joannette a été pendant 30 ans permanent de la TROVEP de Montréal.

SOLIDAIREMENT !

PAROLE AUX MEMBRES

UNE LUTTE DE LONGUE DATE

Le **Centre des femmes d'ici et d'ailleurs** nous partage ce souvenir de 2008. Le Comité lutte pour le transport en commun de la TROVEP, dont était membre le Centre, avait alors organisé une action dérangeante pour interrompre le CA de la STM et rappeler l'importance de l'accessibilité financière du transport en commun. Voici le texte qui avait été lu sur place :

Administratrices et administrateurs de la STM, vous n'avez pas répondu à nos questions.

Le transport en commun, c'est pour qui ? Savez-vous que pour des centaines de milliers de personnes à Montréal, c'est notre seule façon de nous déplacer, afin d'aller au travail, à l'école, aller à notre bureau d'aide-sociale, aller au médecin, visiter des amis, aller à notre maison de la culture...

Savez-vous que pour des milliers de personnes à Montréal, on n'est plus capable de payer ? 68,50 \$, c'est impossible de libérer cet argent dans ton mois quand tu travailles au salaire minimum, quand tu es mère monoparentale et que tu dois payer 2-3-4 CAM par mois, quand tu es sur l'aide sociale, oublis ça.

9 hausses en 8 ans, c'est inacceptable. Ça fait déjà quelques années que les participant·e·s dans nos groupes nous disent qu'elles ne peuvent plus payer les tarifs du transport en commun. Elles marchent 1h, 1h30, 2h pour venir participer à un café rencontre, pour venir s'impliquer dans nos comités, pour venir se solidariser avec d'autres.

Le transport en commun, c'est un droit pour toutes et tous. Le droit à la mobilité a déjà été reconnu comme nécessaire afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, afin de vivre dignement. Maintenant, il faut l'appliquer.

Nous vous exigeons, membres du conseil d'administration de la STM, de diminuer les tarifs du transport en commun, d'instaurer une tarification sociale pour les personnes à faible revenu et nous exigeons la gratuité pour toutes et tous.

Il faut que vous alliez chercher l'argent où elle est, et c'est pas dans les poches des usager-usagères.

Le transport en commun, c'est un droit pour toutes et tous, et non un privilège.

SOLIDAIEMENT !

MOTS EN VRAC

Par un hiver froid de 2019, dans un local souterrain au cœur de Villeray, l'avenir de la TROVEP était entre nos mains.

Après des années à incarner le regroupement, Jean-Yves Joannette accrochait ses patins. Faut dire qu'il patinaït depuis longtemps, vite et bien à part ça.

Nouvellement impliquée sur le coco, j'apprenais encore à comprendre cette drôle de bibitte qu'est la TROVEP. Mais une chose était claire : ce regroupement est incontournable dans le milieu communautaire montréalais.

Déléguée au comité de sélection pour remplacer Jean-Yves, ma mission était loin d'être banale. Trouver une personne à la hauteur ? Pas simple.

Puis une femme déjà connue de la TROVEP s'est pointée. Énergique et articulée, elle semblait comprendre déjà pas mal plus d'affaires que moi sur la TROVEP. Combative et allumée, j'me suis dit : la v'là, c'est elle !

Depuis, Julie Corbeil souffle sur les tisons de nos luttes. Toujours prête à scander un ou deux slogans, elle a l'éducation populaire tatouée sur le cœur. C'est une analyste redoutable sur les enjeux sociaux, mais aussi sur ceux de notre milieu.

Une chance qu'elle s'est pointée le bout du nez en 2019. On est prêts pour un autre 45 ans!

Isabelle Mailloux-Béïque, ACEF du Nord de Montréal

Toutes mes félicitations pour vos 45 ans!

Rouler depuis toutes ces années sans lâcher une miette, vous êtes tenaces. 🙌

On est vraiment chanceux et chanceuses de vous avoir à Montréal!

Vous êtes de toutes les luttes 🧡

Enflammés par la solidarité et la justice 🔥

Par et pour, le moteur qui nous permet d'avancer ensemble vers la transformation sociale 🌈

MERCI de nous inspirer/accompagner/soutenir/motiver/propulser.

Longue vie à la TROVEP !!

Dominique Gagnon, ACEF du Nord de Montréal

SOLIDAIEMENT !

Je trouve que la TROVEP est très engagée, très militante. Quand on y va, notre parole est bien entendue. Ils sont connectés avec les militant·es. Ils défendent la justice sociale bec et ongle. Julie Corbeil fait des excellentes interventions quand elle prend la parole!

Frédéric Mailhot, militant de l'ACEF du Nord et de plusieurs autres groupes de la TROVEP

45 ans de combat pour la justice sociale

Ex aequo tient à souligner le travail essentiel de la TROVEP de Montréal dans la lutte pour une justice sociale. Malgré ses ressources limitées, nous pouvons toujours compter sur le soutien de la TROVEP lorsque nous voulons réaliser des actions de dénonciations dans l'espace public. Elle croit fermement que la mobilisation citoyenne ne peut pas se faire sans la prise de conscience du pouvoir d'agir des individus et des organismes sur des enjeux complexes. C'est pourquoi elle organise régulièrement pour ses membres des rencontres de conjonctures ayant pour but d'avoir une compréhension globale de différents enjeux. Elles permettent une compréhension commune des batailles des groupes venant de différents horizons, ce qui a pour effet de nourrir un mouvement de solidarité dans le milieu communautaire.

La mission de la TROVEP de Montréal est toujours aussi pertinente qu'au début de son existence. Il faut poursuivre les luttes afin de faire tomber les iniquités sociales. Ex aequo a besoin d'un organisme comme la TROVEP pour bâtir une société juste et inclusive. Tous ensemble, continuons la bataille!

Marie Turcotte, directrice générale chez Ex aequo

45 ans de luttes et de solidarité la TROVEP m'a fait vivre les plus belles manifs. Elles sont toujours festives et colorées. BRAVO pour votre créativité! Et merci pour votre présence la défense collective des droits ne serait pas pareille sans vous. Je vous souhaite encore de nombreuses années de solidarité et beaucoup de gains.

Solidairement,

Sylvia Bissonnette, BRAS Villeray

SOLIDAIEMENT !

REMERCIEMENTS

La TROVEP de Montréal souhaite remercier les groupes suivants pour leur contribution financière à la réalisation de ce bulletin et aux célébrations entourant le 45^e anniversaire de la TROVEP :

- Syndicat des professeur-es du collège Marie-Victorin
- Syndicat des professeur-es de l'UQAM (SPUQ)
- Syndicat des professeur-es du collège de Maisonneuve
- Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM-CSN)
- Syndicat du personnel enseignant du collège Ahuntsic
- Syndicat des professeur-es du cégep Saint-Laurent

POUR NOUS JOINDRE

Table régionale des organismes volontaires
d'éducation populaire de Montréal

6839 Drolet, bureau 304
Montréal (Québec) H2S 2T1
514 527-1112

coordo@trovepmontréal.org



<https://trovepmontréal.org/>



<https://www.facebook.com/trovepmontréal>

SOLIDAIEMENT !